



HAL
open science

Histoire

Michel Pigenet

► **To cite this version:**

Michel Pigenet. Histoire. Antoine Bevort, Annette Jobert, Michel Lallement, Arnaud Mis. Dictionnaire du travail, PUF, pp.366-372, 2013, Quadrige Dicos Poche. halshs-00775921

HAL Id: halshs-00775921

<https://shs.hal.science/halshs-00775921>

Submitted on 14 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Histoire

Michel Pigenet

Centre d'histoires sociale du XXe siècle (Paris1/CNRS)

La création au CNAM, en 1900, d'une chaire d'histoire du travail satisfait au souhait exprimé par le ministre du Commerce, le socialiste dissident Alexandre Millerand. L'initiative vient à son heure. Elle prend acte de recherches d'ores et déjà engagées, reflets des préoccupations nées des bouleversements de la seconde industrialisation et à la montée d'exigences ouvrières. Autant dire que l'histoire n'est pas seule en cause en ces années où la jeune sociologie lui reproche de tourner le dos aux activités humaines, tandis qu'au plus près des chantiers et des ateliers, des cliniciens posent les fondations de l'ergonomie.

L'intitulé du nouvel enseignement ne semble pas moins ériger l'histoire en discipline pionnière sur un terrain où on ne l'attendait pas. Le lieu d'implantation et le profil de Georges Renard, premier titulaire de la chaire, voire la procédure suivie, relativisent toutefois l'apparente avance historique. Le CNAM, voué à l'industrie et à la formation des ingénieurs, a forgé sa réputation en marge de l'université traditionnelle. Le passé normalien de Georges Renard ne saurait davantage effacer la singularité de son parcours, marqué par sa présence, sous la Commune, aux côtés de Rossel, délégué à la guerre, puis son exil en Suisse. Devenu socialiste, l'ancien étudiant en histoire montre un intérêt croissant pour les sciences sociales. De fait, ses cours relèvent d'une histoire délibérément économique et sociale. L'expérience conduite au CNAM semble en tout état de cause assez concluante pour convaincre la Ville de Paris de financer son transfert au Collège de France, autre établissement prestigieux émancipé des cursus et rituels académiques. Georges Renard y inaugure en 1907 un enseignement inédit auquel rendront hommage Charles Péguy et Albert Thomas. Issus de ses leçons, quinze volumes paraîtront sur l'histoire du travail à Florence, les changements introduits par l'activité industrielle et de l'histoire sociale des métiers

Loin de la Sorbonne : le double héritage de l'engagement et de l'interdisciplinarité

A défaut de communauté idéologique, l'itinéraire scientifique de Georges Renard s'inscrit dans la lignée d'Emile Levasseur qui, économiste libéral, géographe et statisticien, est aussi l'initiateur de l'histoire économique enseignée au CNAM (chaire d'économie politique et de législation industrielle) qu'il ne sépare pas de celle des « classes ouvrières ». Après le décès de Renard, en 1930, ses successeurs à la chaire d'histoire du travail au Collège de France, contournent à leur tour la Sorbonne. Ainsi en va-t-il avec François Simiand, passé par la rue d'Ulm, mais philosophe de formation, économiste spécialiste des salaires, des prix et de la monnaie, puis avec Emile Coornaert. Chez l'un et l'autre, l'action syndicale ou politique traduit une proximité revendiquée avec leur objet.

Engagement et histoire : le terrain propice du travail

Ce type de sympathies motive le courant délibérément militant qui, entre souci commémoratif et projet pédagogique, propose lui aussi une histoire du « travail » qui, distingué du « capital », tend à se confondre avec celle du mouvement ouvrier. Dès les années 1840, les socialistes Robert du Var et Jules Vinçard publient de volumineux ouvrages consacrés au passé du travail, des travailleurs et des classes ouvrières. La liste est longue des

instituteurs et professeurs qui mettent leurs compétences au service d'engagements balayant le large spectre de la gauche syndicale et politique : Paul Louis, René Garmy, Maurice Dommanget, Georges Lefranc, Georges Vidalenc, Jean Bruhat, Marcel Branciard...

Venus d'horizons idéologiques opposés, les pionniers de l'histoire des corporations procèdent de préoccupations somme toute voisines. Chez le juriste Etienne Martin Saint-Léon (*Histoire des corporations de métiers*, 1897) le tableau trop bien ordonné du système corporatif exprime la nostalgie d'une organisation sociale érigée en modèle d'harmonie et de travail bien fait. Dans les années 1930, un autre juriste, François Olivier-Martin (*L'organisation corporative de la France d'Ancien Régime*, 1938), témoignera d'une fascination identique. Ses attaches syndicales préservent Emile Coornaert (*Les corporations en France avant 1789*, 1941) d'une vision idyllique des relations maîtres-compagnons, mais l'historien peine à s'émanciper de l'organicisme inspiré du catholicisme social.

Le travail n'a certes pas l'exclusivité de préoccupations contemporaines dont Marc Bloch observait qu'elles sont au fondement de la science historique. Pour autant, l'empreinte laissée par des débuts hors des chemins balisés des disciplines académiques, voire en sympathie affichée avec le mouvement ouvrier, sera durable. La fréquente expérience, parfois mêlée, du salariat extra-universitaire et de l'engagement continuera d'entretenir, notons-le, l'atypisme d'une partie des historiens du travail.

Au carrefour des sciences sociales

Au début du XXe siècle, les juristes et les économistes prennent néanmoins plus que leur part à l'émergence du nouveau domaine. C'est à leur initiative que paraît, en 1913 et à la suite de la *Revue des doctrines économiques et sociales*, une *Revue d'histoire économique et sociale* dont le titre a valeur de manifeste. Il faudra attendre seize ans avant que des historiens, en l'occurrence Marc Bloch et Lucien Febvre, publient le premier numéro des *Annales d'histoire économique et sociale*. Apparue aux lisières de la discipline-mère, l'histoire du travail saura faire fructifier les liens noués, dès l'origine, avec d'autres sciences humaines et sociales.

On songe à la sociologie dont les analyses des systèmes techniques (A. Touraine, *L'évolution du travail ouvrier aux usines Renault*, 1955), des relations professionnelles ou du travail en miettes (G. Friedmann, *Le travail en miettes*, 1956) séduiront d'autant plus qu'elles proposent un cadre général d'interprétation. La dette concerne aussi la géographie humaine, mariée de longue date à l'histoire universitaire et rompue à la description des genres de vie, de l'habitat et des activités, notamment agricoles. Elle s'étend à l'ethnologie et à l'ergonomie, références majeures pour l'étude de l'ordinaire du labeur, à la linguistique, à la science politique et au droit. Plus rarement, les emprunts touchent aux méthodes, à l'exemple des entretiens oraux, voire de l'observation participante, en principe interdite aux historiens. Pour rédiger sa thèse, un chercheur mobilisera les souvenirs de son passage par les fosses de montage de l'usine Sochaux-Peugeot lors d'une recherche pluridisciplinaire (N. Hatzfeld, 2002). Lui-même et d'autres sauront puiser dans leur mémoire les bribes de sensations et d'ambiances gravées depuis l'époque où ils s'activaient sur les chaînes de production d'automobiles ou dans les centres de tri postal.

Quelle histoire ? Les avatars d'un objet mal identifié

L'histoire du travail ? L'expression souffre de l'imprécision de son objet hissé au rang de concept autonome à l'époque moderne, lorsque l'acte productif est reconnu source de richesse et de dignité. Polysémique, le vocable aurait quatorze sens différents. Large, son

domaine recouvre les champs de l'activité (*work*), des rapports sociaux (*labour*) et des valeurs.

Le travail au cœur et à la marge de l'histoire économique et sociale

Le « travail-rapport social » l'emporte dans l'histoire que promeut Ernest Labrousse, successeur de Marc Bloch à la Sorbonne. Adeptes des méthodes quantitatives d'administration de la preuve, le titulaire d'histoire économique et sociale cerne et pèse alors les classes, définies selon leur nature et niveau de revenus, leurs relations aux moyens de production et d'échanges. Le rôle déterminant accordé à l'économie, moteur des évolutions sociales, politiques et mentales, le traitement des séries de prix et de salaires, le suivi des mutations de propriétés, etc., aboutissent à privilégier les formes les plus générales, sinon abstraites, des rapports de production fondés sur des considérations macroéconomiques. Attentive aux techniques, la grille de lecture prédispose à un technicisme plus porté à raisonner en termes de coûts, d'investissements et de productivité qu'à considérer les conditions concrètes de mises en œuvre.

Si, sur cette pente, l'école labrousienne tend parfois à réduire les travailleurs au rang de simples facteurs de production, d'autres disciples développent une authentique histoire sociale ouvrière. Désireux d'objectiver leurs analyses, ils recensent les métiers, les professions, les ateliers, les usines, jaugent les rémunérations, mesurent la durée du travail, décortiquent la composition de la main d'œuvre par sexe, âge, statut et qualification, répertorient les conflits dont les statistiques étayent la description qualitative (M. Perrot, *Les ouvriers en grève en France, 1871-1890*, 1974), cernent l'origine géographique et sociale des salariés (R. Treppe, 1971 ; Y. Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise*, 1977). Longues à recueillir et lourdes à manier, ces données sont un préalable à l'analyse historique de la « condition » ouvrière et du processus de « formation » de la classe, problématique grosse d'impensé téléologique.

Mieux identifiés en tant que collectifs, les travailleurs, le sont moins, en revanche, dans leurs activités ordinaires de travail, lesquelles occupent pourtant la plus grande partie de leur existence. Cette histoire coexiste, cependant, avec une autre approche, plus impressionniste et kaléidoscopique, des mondes ouvriers.

Vivre en travaillant : à la recherche des mondes ouvriers

Les « mondes ouvriers » ? Aujourd'hui banalisée, l'expression sert de substitut, dans les années 1950, à celle, non moins connotée, de « classe ouvrière ». En ces temps où les historiens du mouvement ouvrier en reproduisent sans réserve les rivalités internes, les adversaires du marxisme, plus spécialement de sa mouvance communiste, leur opposent l'étude des statuts mixtes, des frontières poreuses et des situations ambivalentes : ouvriers-paysans, salariés à domicile, paternalismes et réformismes efficaces, travailleurs dociles et conservateurs, mobilités ascensionnelles, etc. L'accent mis sur la segmentation ouvrière, les écarts soulignés entre l'élite fière des compagnons et le gros des journaliers amène à privilégier la complexité du réel, les pratiques et mœurs ordinaires, les cultures de métier. La problématique traverse de part en part *La Vie ouvrière sous le Second Empire* de Georges Duveau, philosophe, juriste et sociologue lié à la revue *Esprit*. Elle annonce une anthropologie historique riche de promesses épistémologiques que ses détracteurs préfèrent qualifier de « proudhonienne ». Tous les intéressés ne récuse pas l'étiquette. Georges Duveau consacre ainsi un ouvrage à Proudhon que préface Edouard Dolléans, agrégé de droit proche de *La Révolution prolétarienne* et membre de cabinets ministériels sous le Front

populaire, convaincu, en 1951, de l'actualité des conceptions de l'auteur de *Qu'est-ce que la propriété ?*

Une institutionnalisation tardive

La multiplicité des voies menant à l'histoire du travail dessert plus qu'elle ne favorise son identification académique, synonyme de postes, de chaires, de centres de recherches et de crédits. En dépit d'initiatives périphériques antérieures, le tournant intervient après la Seconde Guerre mondiale lorsque, dans le contexte de radicalisation politique et sociale de l'époque, une génération de jeunes chercheurs investit l'histoire ouvrière. Si le choix des directeurs de thèse dépend des opportunités locales et de l'inégal libéralisme des professeurs sollicités, Ernest Labrousse est un référent particulièrement indiqué. Les thèses qui en résultent entraînent la nomination, dans les années 1960-1970, d'Annie Kriegel, Pierre Léon, Claude Willard, Rolande Treppe, Michelle Perrot, Antoine Prost, Yves Lequin, etc., comme professeurs dont les cours et les recherches achèvent d'ancrer l'histoire sociale contemporaine dans l'université. Simultanément, *Le Mouvement social*, revue née en 1960, ouvre ses pages aux articles de spécialistes soumis aux règles d'évaluation scientifiques. Six ans plus tard, son fondateur, Jean Maitron, inaugure, avec l'appui d'Ernest Labrousse, le Centre d'histoire du syndicalisme, futur Centre d'histoire sociale du XXe siècle. A Lyon, Pierre Léon, crée le Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise. L'attrait propre aux thématiques inédites et le contexte des années 1968 feront le reste.

Déjà, de premières synthèses semblent possibles dont l'ambition est à la hauteur des conceptions globalisantes qui les structurent. Fernand Braudel et Ernest Labrousse dirigent en conséquence une vaste *Histoire économique et sociale de la France*, cependant que Pierre Léon ose une *Histoire économique et sociale du monde* en six volumes. A la croisée des thématiques traitées, Louis-Henri Parias coordonne, dès avant, une *Histoire générale du travail* dont Claude Fohlen et François Bédarida prennent en charge le tome dévolu à l'ère industrielle. Riche et de qualité, l'œuvre se distingue par la place accordée aux techniques et la volonté de saisir leur articulation aux conditions de travail, elles-mêmes abordées dans une triple perspective sociale, culturelle et politique. .

Eclipse et recentrage

Crise de l'histoire sociale et éclipse de l'histoire des travailleurs

A l'aube des années 1970, l'histoire économique et sociale « labrousienne », matrice d'une histoire du travail embryonnaire, se fragmente cependant en spécialités autonomes et perd la cohérence que sape la remise en cause de ses fondements épistémologiques. Alors que l'analyse de la proto-industrialisation chère à Franklin Mendels modifie la perception des mutations sociotechniques d'avant le machinisme, l'analyse des faits de sociabilité introduite par Maurice Agulhon donne l'avantage au social et au culturel sur l'économique jusque sur les lieux de travail réinsérés dans un environnement incluant le hors-travail.

« Déconstruites », les catégories sociales réifiées et intangibles résistent mal aux interrogations ravageuses. Les plus engagés dans le *linguistic turn* poussent à la rupture avec le déterminisme supposé définitivement inapte à comprendre la prégnance des discours, idiomes et normes culturelles sur les dynamiques sociopolitiques.

La thématique des classes et des « groupes-stocks » s'efface derrière l'étude des « flux » qui, à travers les mouvements d'entrées et de sorties, les cycles de vie et les parcours, recomposent en permanence les collectifs, relativisent les cristallisations et émoussent les identités. Le changement d'optique bouscule les méthodologies, autorise les jeux d'échelles et

la micro-histoire, réhabilite les individus dont la prosopographie et la sociobiographie reconstituent les modes d'agrégation aux collectifs qu'ils concourent à définir.

Sur fond de chômage structurel et de désindustrialisation, la moindre visibilité de la classe ouvrière et, au-delà, des ouvriers, participe au discrédit des projets qui s'en réclamaient et affaiblit son poids dans un mouvement social en voie de diversification dans ses forces, ses objectifs et son répertoire d'action. L'histoire ouvrière s'effondre au profit de catégories jadis occultées et selon des questions qui estompent leur rapport au travail. La dissociation affecte les immigrés et les femmes dont l'histoire s'autonomise. L'identité de genre prend le dessus sur celle de travailleuse ou de travailleur.

Ces évolutions interviennent alors que la crise qui frappe la société française met les sciences sociales sur les pistes de l'emploi, du chômage (R. Salais, N. Baverez, B. Reynaud, *L'invention du chômage : histoire et transformations d'une catégorie en France des années 1880 aux années 1890*, 1986 ; C. Topalov, *Naissance du chômeur, 1880-1919*, 1994), du salariat (R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, 1995) ou de la précarité. Si, pour les besoins de leurs investigations, des sociologues et des économistes sacrifient à la longue patience des dépouillements d'archives, le gros de l'historiographie hexagonale regarde ailleurs et rate le coche que ses homologues anglo-saxonnes ont su équiper (E. P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, 1988), puis conduire (S. Kaplan, C. Koeppe, 1986). Seule Rolande Treppe (R. Treppe, 1971) fait longtemps exception. Pionnière, sa thèse suit la lente transformation, avant 1914, des paysans-mineurs de Carmaux en authentiques mineurs. Axée sur les modalités de leur adhésion parallèle au syndicalisme et au socialisme, mais servie par la consultation des archives, sauvées *in extremis*, de la compagnie minière, l'étude glisse vers l'anthropologie historique par l'attention montrée aux repas et loisirs des ouvriers dont elle note aussi les faits et gestes là où prennent corps les hiérarchies, se vivent les solidarités et les tensions quotidiennes du travail.

Les difficultés épistémologiques de l'histoire du travail

L'orientation ne va pas de soi. Elle pâtit en effet des obstacles épistémologiques inhérents à l'étude des dominés, par définition, peu prolixes en traces durables, hormis celles des produits d'un travail subordonné. La difficulté en redouble une deuxième, plus insurmontable, car intrinsèque au caractère indicible de gestes, sensations et savoirs mobilisés que les ergolectes, aussi variés et spécifiques soient-ils, peinent à transcrire.

Mal dégagée de l'histoire ouvrière, l'histoire du travail s'en émancipe d'autant plus péniblement qu'elle puise aux mêmes sources : presse, registres d'état-civil, listes nominatives de recensement, mutations après décès, registres de délivrance des livrets de travail, dossiers scolaires ou de retraites, enquêtes parlementaires, etc.

Un peu au hasard des opportunités qui s'offrent aux chercheurs, des fonds sortent toutefois de l'ombre, à l'exemple des archives de l'Ecole des Mines, dont les rapports de stages des élèves-ingénieurs décrivent les activités observées dans les ateliers qu'ils visitent. Ces découvertes incitent à explorer le catalogue de bibliothèques techniques, telle celle du CNAM, riches de précieuses sources imprimées. Au hasard d'archives privées familiales, d'établissements ou d'associations, notamment syndicales, échappées au sort des destructions, la documentation s'élargit aux registres du personnels, bordereaux de salaires, rapports d'ingénieurs, carnets de commandes, livres de comptes, plans, photos, films, catalogues, publicités, procès-verbaux de réunions, etc., tirés des imprévisibles archives privées d'établissements, de familles et d'associations, notamment syndicales. Non moins précis, les dossiers d'instruction des archives judiciaires d'abord dépouillées pour ce qu'elles disent des coalitions, rassemblements, sociétés secrètes, cris ou chants séditionnels... permettent également

de pénétrer dans les ateliers et sur les chantiers. A la faveur des dépositions de témoins et d'interrogatoires de suspects, l'historien rencontre des hommes au travail, accède aux paroles des plus humbles, sollicité de décrire, bon gré, mal gré, avec leurs mots et par le menu, leurs occupations et leurs sentiments, récits dont l'exactitude importe moins, ici, que la vraisemblance. Prompts à métamorphoser en sources les résultats des sciences humaines et sociales, les historiens se familiarisent encore avec leurs méthodes et corpus, à commencer par les « archives sensibles » (N. Gérome, *Archives sensibles. Images et objets du monde industriel et ouvrier*, 1995) : objets, outils et traces des activités passées, images fixes et mobiles.

D'un questionnement l'autre

Travailleurs, travaux, travail : redéfinitions et réorientations

Entre les séductions théoriques de l'histoire culturelle que revigorent les révisions du *linguistic turn* et le retour en grâce épistémologique de l'histoire politique campée sur de solides positions institutionnelles, l'histoire du travail paie plus que sa part des pots cassés de l'histoire sociale. Par-delà les effets de mode et les enjeux extrascientifiques de luttes d'influences académiques, les chercheurs convaincus de la pertinence d'une histoire des travailleurs ne sont pas les derniers à s'interroger.

Dans le sillage de l'infléchissement anthropologique inauguré par Rolande Trempé, des problématiques s'esquissent qui, sans perdre de vue leur objet, se nourrissent des renouvellements historiens ou venus des autres sciences sociales. Préparés à entendre les sociologues acquis à la nécessité de considérer la dimension culturelle du travail (M. Verret, *Le travail ouvrier*, 1982) et à s'emparer des notions de culture matérielle et d'expérience, certains acceptent de réévaluer la part du sujet et d'intégrer le point de vue des acteurs dans les dynamiques d'agrégations sociopolitiques. Réceptifs aux thématiques de la domination, ils en scrutent les formes incorporées, équivoques et négociées dans le quotidien « politique » des situations de travail (A. Lüdtke, *Histoire du quotidien*, 1994).

Peu à peu, les hypothèses se décantent et redéfinissent les contours d'une histoire qui, tout en s'inscrivant dans une continuité ouvriéristes, part des activités aux fondements de la socialisation des travailleurs, de leurs rapports aux autres, de leurs représentations du réel. Si les problématiques identitaires prédominent (G. Noiriél, 1984), les recherches des années 1980 livrent des analyses minutieuses et concrètes du « travail » ou de l'« usine », deux vocables assez significatifs pour figurer dans des titres de thèses (M. Pigenet, 1990 ; C. Chevandier, 1993). Il s'en faut que les lieux associés à la percée de l'histoire des travailleurs, affectés de surcroît par le resserrement des offres de postes, admettent d'emblée la nouveauté d'une approche que son terrain ouvrier paraît renvoyer vers un passé inégalement assumé. Des revues scientifiques se montrent néanmoins à l'écoute, à l'instar du *Mouvement social* et de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* que rejoignent *Genèses* et *Histoire & sociétés*.

Repenser l'histoire par le travail

Les nouvelles perspectives encouragent une relecture de la problématique classique des relations professionnelles. Ainsi en va-t-il de la grammaire des luttes sociales, des formes de leur articulation à un mouvement ouvrier abordé sous l'angle de ses pratiques et ancrages effectifs, des manières dont les salariés en usent (M. P. Hanagan, *The Logic of Solidarity. Artisans and Industrial Workers in Three French Towns*, s1980 ; B. H. Moss, *Aux origines du mouvement ouvrier français. Le socialisme des ouvriers de métier, 1830-1914?* 1985). La

démarche croise des pistes prometteuses, sinon neuves, qu'il s'agisse de l'attention portée aux acteurs et aux institutions du droit et de la protection du travail, aux modes et niveaux de rémunération, à la fixation et à la mesure de la durée du travail (P. Fridenson, B. Reynaud, .), *La France et le temps de travail (1814-2004)*, 2004), la formation et la diffusion de ses cultures, références et valeurs (W. H. Sewell, 1983), de l'entreprise comme système d'organisation (A. D. Chandler, *La main visible des managers*, 1989), matrice d'antagonismes et de coopérations, de conventions et d'arrangements, creuset d'identités (G. Vindt, *Les hommes de l'aluminium. Histoire sociale de Péchiney, 1921-1973*, 2006).

Sans renoncer à l'observation du travail ouvrier dont l'empreinte marque durablement la société salariale, les contours mouvants de cette dernière amènent à s'intéresser aux services. Avec eux, l'activité des femmes, fenêtre sur « l'engendrement » des emplois (D. Gardey, 2001), ne peut plus être ignorée. Dans le détail des professions et des catégories, les recherches se multiplient sur les fonctionnaires civils ou militaires, les employés, les ingénieurs (Y. Cohen, *Organiser à l'aube du taylorisme. La pratique d'Ernest Mattern chez Peugeot, 1906-1919*, 2001), les managers, etc. Longtemps cantonnée à l'agriculture, la connaissance des milieux indépendants gagne le petit commerce, les professions libérales et intellectuelles ou artistiques. La compréhension des processus s'élargit aux thématiques des qualifications, des migrations et du genre (L. L. Downs, 2002), parfois couplées (M. Martini, P. Rygiel, *Genre et travail migrant. Mondes atlantiques, 19^e-20^e siècles*, 2009).

Chemin faisant, les historiens apportent désormais leur pierre aux réflexions et controverses qui, au sein des sciences sociales, tentent de clarifier les notions de travail productif, qualification, productivité, relations de services, marché du travail, régulation, politiques publiques du travail et de l'emploi, salariat typique et atypique (M. Pigenet, *Genèses*, 2001), précarité (A.-S. Beau, 2004), services publics (O. Join-Lambert, *Le receveur des Postes, entre l'Etat et l'usager, 1944-1973*, 2001). A la suite des articles fondateurs de Georges Ribeill (*Le Mouvement social*, 1980), sur les débuts de l'ergonomie, et d'Alain Cottureau (*Le Mouvement social*, 1983), sur l'usure au travail, des études examinent le passé de l'hygiénisme industriel (C. Moriceau, 2009), des risques professionnels et de leur tolérance sociale (C. Omnès, L. Pitti, *Cultures de risque au travail et pratiques de prévention au XX^e siècle. La France au regard des pays voisins*, 2009).

L'histoire rouvre également la question du statut social des objets techniques, s'intéresse à « l'invention de la routine » et à la négociation de l'innovation (F. Jarrige, 2009), aux modalités de la « politique ouvrière à l'usine » (X. Vigna, 2007). Elle réinvestit à nouveaux frais la dialectique des légitimités et des valeurs propres aux sphères du travail et du non-travail, aux espaces publics et privés, clés préalables à l'appréhension des sociabilités comme des filières de recrutement, des critères de reconnaissance des compétences ou d'organisation des ateliers et des bureaux, etc.

L'approche s'enrichit de comparaisons hardies entre aires culturelles et périodes. A l'usage, la césure élevée de part et d'autre de la Révolution vacille et malmène l'opposition commode entre un travail à dominante artisanale, strictement régi par l'ordre corporatif, et celui de l'époque industrielle, soumis aux seules lois du marché. L'exploration des mondes du travail de l'Est (S. Kott, *Le communisme au quotidien. Les entreprises d'Etat dans la société est-allemande*, 2001) et du Sud réévalue enfin la portée d'interprétations prisonnières de sources et expériences européocentrées tout en suggérant des confrontations heuristiques sur les modalités de la socialisation par le travail, l'acceptation de ses contraintes (A. Stanziani, *Le travail contraint en Asie et en Europe, XVII^e-XX^e siècles*, 2010).

L'histoire du travail, sensible aux interrogations de nos contemporains et ouverte aux échanges avec les sciences humaines et sociales, devient ainsi la composante à part entière d'une histoire « sans nom » telle qu'envisagée par Alain Corbin, riche de la pluralité interactive de ses objets et contribution essentielle à l'intelligence de la société.

Bibliographie

Anne-Sophie BEAU, *Un siècle d'emplois précaires. Patron-ne-s et salarié-e-s dans le grand commerce (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Payot, 2004.

Christian CHEVANDIER, *Cheminots en usine. Les ouvriers des Ateliers d'Oullins au temps de la vapeur*, Lyon, PUL, 1993.

Alain DEWERPE, *Histoire du monde du travail en France (1800-1950)*, Armand Colin, 1989.

Laura L. DOWNS, *L'inégalité à la chaîne. La division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre*, Paris, Albin Michel, 2002.

Delphine GARDEY, *La dactylographe et l'expéditionnaire. Histoire des employés de bureau, 1890-1930*, Paris, Belin, 2001.

Nicolas HATZFELD, *Les gens d'usine. Peugeot-Sochaux, cinquante ans d'histoire*, Paris, Editions de l'Atelier, 2002.

François JARRIGE, *Au temps des « tueuses de bras ». Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle (1780-1869)*, Rennes, PUR, 2009.

Stevan KAPLAN, Cynthia KOEPP (dir.), *Work in France. Representations, Meaning, Organization and Practices*, Ithaca, Cornell University Press, 1986.

Philippe MINARD, *Les typographes des Lumières*, Seyssel, Champ Vallon, 1989.

Caroline MORICEAU, *Les douleurs de l'industrie. L'hygiénisme industriel en France, 1860-1914*, Paris, Editions de l'EHESS, 2009.

Gérard NOIRIEL, *Longwy, immigrés et prolétaires. 1880-1980*, Paris, PUF, 1984.

Michel PIGENET, *Les ouvriers du Cher (fin XVIIIe siècle-1914). Travail, espace et conscience sociale*, Montreuil, ICGTHS, 1990.

Sylvie SCHWEITZER, *Des engrenages à la chaîne. Les usines Citroën 1915-1935*, Lyon, PUL, 1982.

William H. SEWELL, *Gens de métier et Révolution. Le langage du travail de l'Ancien Régime à 1848*, Paris, Aubier, 1983.

Rolande TREMPE, *Les mineurs de Carmaux (1849-1914)*, Paris, Editions ouvrières, 1971, 2 volumes.

Xavier VIGNA, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, 2007.

MOTS CLES :

Activité ; Anthropologie ; Archives ; Chômage ; Classe ouvrière ; CNAM ; Collège de France ; Communisme ; Corporations ; Culture matérielle ; Droit ; Economie ; Ethnologie ; Genre ; Gestes ; Histoire ; Linguistic turn ; Marxisme ; Migrations ; Mouvement ouvrier ; Non travail ; Ouvriers ; Précarité ; Rapports sociaux ; Risques ; Salariat ; Santé ; Sciences humaines et sociales ; Socialisme ; Sociologie ; Sorbonne ; Syndicalisme ; Travail ; Travailleurs ; Valeur.

CORRELATS :

Activité ; Anthropologie ; Atelier ; Classes sociales ; Conditions de travail ; Conflit ; Corps ; Domination ; Employés ; Entreprise ; Ergonomie ; Genre ; Identité ; Industrialisation ; Métiers ; Migrations ; Militants ; Ouvriers ; Précarité ; Qualification ; Risques. Salariat ; Services ; Sociologie ; Syndicats ; Valeur.